

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 199

MAI-JUIN 2022 - BIMENSUEL - FR



 **Forum for the
Future of Agriculture™**
Where agriculture & environment
meet for an open dialogue

ForumforAg 2022 Événement régional en République Tchèque

Constantin KINSKÝ, Ladislav MIKO



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3 ForumforAg 2022
Événement régional en République Tchèque

- 7 Assemblée générale de ELO en République Tchèque
European Bee Awards

- 8 Implications du Pacte vert européen sur le commerce agroalimentaire avec les pays en voie de développement

- 10 Focus innovation La voix des start-ups

- 12 Life, réseau européen pour la préservation des terres privées

- 13 Le Prix Famigro 2022

- 14 EUWAY réunion de lancement
Projet « Microservices »

- 15 Herit 3ème réunion transnationale
Reflow

- 16 Agenda
Livre

La mise en œuvre du Pacte vert génère une flambée législative d'une ampleur rarement vue.

Pour arriver à leurs fins, ses promoteurs doivent profondément modifier notre écosystème régulateur : il n'est pas de sujets ni même de secteurs qui ne soient impactés.

ELO s'est attaché à discuter l'impact que les projets de la Commission européenne pourraient avoir sur le commerce mondial, ce que traduit bien l'étude du professeur Alan MATTHEWS publiée par ELO. Les producteurs européens craignent de se trouver dans une situation particulièrement défavorisée par rapport à leur compétiteurs une fois qu'ils se verront soumis à toutes les mesures ambitionnant de restaurer notre climat et notre biodiversité alors que l'on oblitère par trop les effets de la crise alimentaire. Il est légitime de vouloir consacrer autant d'efforts pour résoudre ces crises mais n'est-ce pas miner cette légitimité que de vouloir imposer des règles de productions dites miroir à nos importateurs sans être assuré de leur acceptabilité. Nous sommes, en pleine crise alimentaire, projetés dans un projet de décroissance, les autres régions du monde n'acceptant manifestement pas de nous suivre à n'importe quel prix. De plus imaginer que la légitimité des clauses miroirs que l'UE aspire à mettre en place ne sera pas attaqué à l'OMC est un présupposé dangereux.

Nous sommes au carrefour de trois crises que nous devons résoudre mais la façon dont l'UE entend le faire mène le monde rural à ne pas se sentir respecté face à l'avalanche de ce qu'il perçoit comme une panoplie de nouvelles contraintes.

N'achevons pas de le décourager, au contraire donnons-lui la possibilité de faire d'une difficulté une opportunité : il est à même d'offrir les acteurs d'une vision plus inclusive .

Pour ce faire osons autre chose que la contrainte mais plutôt la prise de responsabilité dans le respect non seulement de nos citoyens mais aussi de nos partenaires économiques : osons des solutions et des technologies nouvelles.

C'est à ce prix, dans le partenariat et dans une partie économique jouable que les ambitions du Pacte vert se réaliseront.



San Miguel, Portugal



Constantin KINSKÝ, Josef SOUKUP



Janez POTOČNIK

ForumforAg 2022 Événement régional en République Tchèque

Le mercredi 18 mai, l'Université tchèque des sciences de la vie de Prague a accueilli la première édition de la conférence régionale du ForumforAg 2022. Plus de 200 participants nous ont rejoint dans l'auditoire principal pour un événement véritablement international marquant la transition entre la présidence française du Conseil de l'Union européenne et la prochaine présidence tchèque en juillet. Tout au long de la journée, les sessions ont porté sur la biodiversité, les objectifs environnementaux, l'atténuation du changement climatique, la transformation du système alimentaire et la foresterie.



This event is organized under the auspices of the French Presidency of the Council of the European Union



en collaboration avec:



partenaires internationaux



Les participants ont été accueillis par le professeur Josef SOUKUP, CSc, doyen de la faculté d'agrobiologie, d'alimentation et de ressources naturelles de l'Université. Présentant l'Université et ses facultés dans les domaines de l'agriculture, des sciences de la vie et de l'économie, il a déclaré que les domaines d'études liés au développement de l'agriculture attirent de nombreux étudiants.

Se joignant à lui, Constantin KINSKÝ, vice-président et membre du conseil d'administration de la Chambre des forêts privées en République tchèque (SVOL) et délégué européen de l'ELO, a accueilli les débats du ForumforAg comme un moyen d'assurer la continuité. Il a présenté l'ELO et exposé sa définition de la durabilité, qui se rapporte à trois domaines : la durabilité écologique,

la réponse économique à la durabilité et la durabilité socio-politique.

Janez POTOČNIK, président du ForumforAg 2022 et de la Fondation RISE, et coprésident du panel international de ressources du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), a prononcé le discours d'ouverture. Selon M. POTOČNIK, ce n'est pas le moment de se retirer du Pacte vert de l'UE, mais d'investir davantage dans la santé des sols, la biodiversité et les nouvelles technologies agricoles pour atteindre la sécurité alimentaire. Avec la guerre en Ukraine et la crainte mondiale d'une crise alimentaire et énergétique, il est clair que des mesures doivent être prises pour éviter une terrible famine potentielle. Mais nous devons encore agir sur le long terme. « Répondre la crise actuelle liée au conflit ne doit

pas, et ne peut pas, compromettre notre capacité à nous attaquer à la triple crise planétaire que sont l'urgence climatique, la perte de biodiversité et la pollution », a déclaré M. POTOČNIK. Le COVID et l'Ukraine n'ont fait qu'accélérer le besoin de transition de notre système alimentaire vers un système robuste et durable, qui restaure la biodiversité, réduit les émissions, séquestre le carbone et fournit des aliments abordables et nutritifs pour nous tous.

L'encadrement de la biodiversité pour maintenir la production agricole

Dans la deuxième partie de la séance d'accueil, Ladislav MIKO, directeur général adjoint du département « Chaîne alimentaire, santé et sécurité alimentaire » (DG SANTE)



Martin HLAVACEK (à l'écran), Nadezda HAVOVA, Monika NEBESKA, Alzbeta PROCHAZKOVA



Barbara PIA OBERC (à l'écran), Petr ADLER, Miroslava BAVOROVA, Jurgen TACK

de la Commission européenne et conseiller spécial de la ministre tchèque de l'environnement, et Lukas VISEK, membre du cabinet du vice-président exécutif de la Commission européenne, Frans TIMMERMANS, ont discuté des moyens de restaurer la biodiversité en surface et sous terre.

M. MIKO a souligné que « *nous ne pouvons pas continuer à faire comme si de rien n'était un seul jour de plus* ». Le maintien de la biodiversité ne suffit plus, il est vital de la restaurer. Il a mis en évidence deux éléments clés : la santé et la fertilité des sols, ainsi que la structure et les fonctions des terres gérées par l'agriculture.

M. VISEK a souligné que « *nous ne pouvons plus compartimenter la chaîne alimentaire* », rappelant aux invités que cela fait deux ans que l'UE a lancé des initiatives de grande envergure pour rendre le système alimentaire durable et soutenir le Pacte vert. « *Nous devons considérer la chaîne alimentaire dans son ensemble, et tout le monde a un rôle à jouer* ».

La question pressante posée lors de la session 1 « **Pouvons-nous atteindre les objectifs environnementaux avec la nouvelle PAC et les plans stratégiques nationaux ?** » a suscité de nombreuses réactions de la part du public. La réduction du cheptel, la meilleure façon d'améliorer les sols et la nécessité d'une large consultation sur le plan national en faisaient partie.

Pierre BASCOU, Directeur de la Direction Durabilité, DG Agriculture et développement rural, Commission européenne, a déclaré que l'objectif est de soutenir une transition durable de l'ensemble de la chaîne alimentaire, et la neutralité climatique de l'ensemble du secteur de l'utilisation des terres. Et ce, tout en équilibrant les objectifs économiques et en aidant les agriculteurs à améliorer leurs performances environnementales et climatiques.

Martin HLAVACEK, membre du Parlement

européen, a déclaré : « *nous pourrions, mais très probablement nous ne le ferons pas* ». Pour réussir, les 10 millions d'agriculteurs européens ont tous besoin d'une solution qu'ils peuvent mettre en œuvre sur le terrain. Les États membres disposent d'une certaine flexibilité, perdant le caractère commun de la PAC - et certaines des pratiques adoptées par les États peuvent ne pas donner de résultats.

Alzbeta PROCHAZKOVA, WWF Europe centrale et orientale, a déclaré que les objectifs environnementaux devaient être affinés pour une zone spécifique, pour une région spécifique. « *Nous devons donc adapter les objectifs et préparer une échelle de règles pour les mesures environnementales afin qu'elles puissent être appliquées dans l'ensemble de l'UE.* »

S'exprimant en tant qu'agricultrice très expérimentée, Monika NEBESKA, présidente du conseil d'administration de la coopérative agricole Všešary, a reconnu qu'il était « *absurde* » de continuer à réduire le cheptel car il fait partie du cycle agricole, par exemple en contribuant à retenir l'eau dans le paysage. En ce qui concerne les pesticides, elle a déclaré que les agriculteurs étaient tenus de respecter les limites, mais qu'il n'y avait pas de véritable soutien sur la façon de le faire. « *Ce sont des restrictions et encore des restrictions, il n'y a que l'agriculture qui est blâmée* ».

Comment intégrer au mieux l'atténuation du climat et la régénération de la biodiversité dans la transformation des systèmes alimentaires ? -lors de la session suivante, un panel d'experts a abordé la complexité de ce triple défi et la manière de mettre en œuvre des solutions pratiques, tout en offrant des choix. Les discussions ont fleuri lorsque chacun a donné son point de vue - et celui de son organisation - de l'agriculteur au propriétaire foncier, du secteur privé à l'ONG. Après l'introduction par la modératrice, Naděžda HÁVOVÁ, Jurgen TACK,

directeur scientifique d>ELO, a commencé par décrire la marche implacable du changement climatique et ses effets désastreux sur la biodiversité et l'alimentation. Il a décrit les deux stratégies pour faire face au changement climatique - l'adaptation et l'atténuation : l'adaptation est généralement la voie à suivre pour les individus et l'atténuation pour les grandes organisations. Les agriculteurs s'adaptent depuis quatre décennies. Les récentes politiques européennes - visant à séquestrer le carbone, à réduire les émissions, à améliorer les sols - constituent un virage vers l'atténuation.

Barbara PIA OBERC, responsable des politiques et des projets au bureau régional européen de l'UICN à Bruxelles, a reconnu que le changement climatique et la perte de biodiversité sont « *deux crises existentielles liées entre elles et les deux faces d'une même médaille* ». Elle a cité quelques statistiques pour illustrer les pressions : par exemple, la liste rouge de l'UICN évalue plus de 112 000 espèces, dont près d'un tiers sont menacées d'extinction.

La nature mondiale des défis liés au climat et à la biodiversité a été soulignée par le Dr Miroslava BAVOROVÁ, professeur associé au département d'économie et de développement de l'Université tchèque des sciences de la vie de Prague. Une grande partie des personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le monde sont des petits exploitants agricoles. Pourtant, les politiques des économies moins développées sont principalement axées sur la réalisation de la sécurité alimentaire en Europe.

Petr ADLER, chef des ventes et responsable national pour la République tchèque chez Syngenta, a décrit le rôle de son entreprise, qui est « *d'apporter l'innovation sur le marché, de partager l'information et d'être là pour les producteurs agricoles... ceux qui supportent le plus gros du fardeau des changements* ». Il s'agit également d'inter-

6R

SÉRIE

6R 150

177 CH

Puissance maximale
avec surpuissance (SELON
ECE-R120), ch (130 kW)



GO SMART, DO MORE

Le NOUVEAU 6R 150 va transformer votre travail au chargeur frontal grâce au système de pesée dynamique : une précision extrême en marche. Avec en plus le retour à la position et la mise à niveau horizontale automatique ainsi qu'une pompe hydraulique de 155 l/min, votre productivité n'aura plus de limites.



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE



Constantin KINSKY, Alessandro CESCATTI, Tomas VRŠKA, Jiri SVOBODA, Johanna PIRINEN



Alberto ARROYO SCHNELL (à l'écran), Sabine von WIREN-LEHR, Emmanuelle MIKOSZ, Thierry de l'ESCAILLE, Constantin KINSKY, Alessandro CESCATTI, Tomas VRŠKA

connecter les différentes parties prenantes, y compris les stratégies de communication avec les consommateurs finaux.

La dernière session du ForumforAg régional a été l'occasion d'entendre des experts discuter **du type de forêt dont le monde a besoin pour atténuer le changement climatique**. En ouvrant la session, le modérateur, Constantin KINSKY, a situé la scène en disant que ce qui était commun pour nous tous c'est que nous ne savons pas jusqu'où ira le changement climatique. Nous savons que le climat se réchauffe, surtout au sol, et que les arbres meurent, mais le scénario exact auquel nous sommes confrontés n'est pas clair.

Le premier intervenant, Alessandro CESCATTI, scientifique principal à la direction des ressources durables du Centre commun de recherche de la Commission européenne, a fait allusion aux arbres du Seigneur des anneaux et a posé la question suivante : que nous diraient les arbres s'ils pouvaient parler, et où iraient-ils s'ils pouvaient mar-

cher ? Les signaux que les arbres envoient indiquent qu'ils sont confrontés à des défis sans précédent. Le réchauffement réduit la disponibilité de l'eau et assèche les arbres, ce qui réduit leur résilience et met en péril leur potentiel de capture du carbone. Un trop grand nombre d'espèces identiques exacerbe le problème, car elles ont toutes besoin de la même ressource au même moment. Et si les arbres pouvaient marcher, ils se déplaceraient vers le nord pour éviter les températures élevées. De nombreux arbres sont déjà à la limite de ce qu'ils peuvent supporter en matière de changement climatique.

La perspective française a été donnée par Erwin ULRICH, chef de la mission d'adaptation des forêts au changement climatique, Direction des forêts et des risques naturels, Office National des Forêts, France, qui a parlé de son travail de pilotage de l'adaptation des forêts au niveau national. « *Nous voulons continuer à garantir partout des forêts multifonctionnelles, car elles correspondent à notre culture forestière et aux souhaits de la société* », a-t-il déclaré.

Jiří SVOBODA, président de l'Association des propriétaires forestiers municipaux, privés et ecclésiastiques de la République tchèque (SVOL), a déclaré que l'agence environnementale de la République tchèque était « *l'une des plus strictes au monde* » et que les forestiers n'avaient parfois le choix qu'entre quatre ou cinq espèces. Il a déclaré qu'il aimerait que les discussions sur la législation forestière soient rouvertes.

Tomáš VRŠKA, directeur de l'entreprise forestière universitaire Křtiny, de l'Université Mendel à Brno, a commenté que « *lorsque vous travaillez avec le concept de restauration naturelle et de restauration basée sur la nature, cela doit être vraiment spécifique au lieu. Vous ne pouvez tout simplement pas faire une étude documentaire et rédiger une loi qui stipule ceci ou cela.* »

Le point de vue commercial sur l'avenir des forêts et le changement climatique a été présenté par Johanna PIRINEN, Senior Vice President pour la durabilité, Stora Enso Division produits bois. Mme PIRINEN a déclaré que les produits renouvelables d'origine forestière que Stora Enso met sur le marché présentent un triple avantage pour le climat : 1) la forêt, au fur et à mesure de sa croissance, séquestre le carbone de l'atmosphère ; 2) le produit stocke le carbone pendant sa longue durée de vie ou lorsqu'il est recyclé ; 3) il y a un « effet de substitution » qui remplace les plastiques à base de pétrole.

Agriculteurs et forestiers ensemble

La session s'est ouverte à un large éventail de questions de la part du public avant de se terminer par de courts messages des invités supplémentaires : Emmanuelle MIKOSZ, Directrice du programme du ForumforAg ; Sabine von WIRÉN-LEHR, Directrice des affaires européennes, Tetra Pak ; et Alberto ARROYO SCHNELL, Chef de la politique et du programme, Bureau régional européen de l'UICN.

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général de l'ELO, a remercié les hôtes tchèques de l'événement ainsi que l'université, les partenaires, les intervenants, les modérateurs et les producteurs de l'événement. Il a déclaré que le Forum avait été lancé il y a 15 ans pour favoriser un débat ouvert sur l'agriculture et qu'il devait maintenant faire de même pour les forêts - en rassemblant les agriculteurs et les forestiers car « *il est crucial que nous fassions cela ensemble* ».

Pour plus d'informations et pour regarder l'enregistrement de la discussion complète www.forumforagriculture.com



Assemblée générale de ELO en République Tchèque

Deux fois par an, l'Assemblée générale d'ELO a lieu dans le pays qui est sur le point de prendre la présidence tournante du Conseil de l'UE. L'AG s'est tenue sous une forme hybride, donnant la possibilité de rejoindre la réunion «en ligne» ou en personne en respectant les règles du COVID et de la distanciation sociale en place. Plus de 50 personnes y ont participé, venant de 19 pays européens, permettant discussions et échange d'idées, même après la partie officielle, en se promenant dans la vieille ville de Prague.

Ce fut l'occasion d'écouter et de débattre des priorités de la Présidence tchèque avec Jiri SIR, Vice-Ministre de l'Agriculture et Eliška TRNKOVÁ, Unité des politiques de gestion forestière, Ministère de l'Agriculture. C'était le moment également de remettre les principaux messages d'ELO pour les priorités agricoles et environnementales.

Les délégués d'ELO ont souligné que l'UE doit aborder les questions de sécurité alimentaire mondiale et de résilience des systèmes alimentaires. La sécurité alimentaire est aujourd'hui, à juste titre, au premier plan du débat politique. L'effet «triple C» des conflits, des événements climatiques et des impacts économiques liés à la COVID a pesé sur la situation de la sécurité alimentaire mondiale, conduisant à un point où environ 40 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire. Une situation aggravée par l'invasion russe non provoquée de l'Ukraine. Tous les délégués ont convenu de la nécessité de libérer le potentiel des secteurs exploitant les ressources terrestres pour un «Pacte vert» de l'UE, de s'efforcer de mettre en place des systèmes alimentaires durables et compétitifs et d'intégrer les objectifs «De la ferme à l'assiette» de 2030. La PAC, qui reste le meilleur outil pour les gestionnaires des terres de l'UE, est également essentielle pour assurer l'avenir des zones rurales européennes. Le rôle de l'agriculture carbone a été débattu ainsi que la manière de renforcer son potentiel d'atténuation du climat. Une attention particulière a également été accordée à l'importance d'un secteur forestier dynamique, diversifié et multifonctionnel, ainsi qu'à la stratégie de la Biodiversité 2030 - renforcer la biodiversité par une gestion durable des terres.

La prochaine Assemblée Générale aura lieu à Stockholm (Suède) du 30 novembre au 1er décembre.

ELO tient à remercier tous ses membres en République Tchèque pour leur soutien dans l'organisation de cet événement :



Vous faites partie d'un projet innovant protégeant les abeilles ou d'autres pollinisateurs ?

Le **European Bee Award** a lancé l'appel à candidatures pour 2022 ! The European Landowners' Organization (ELO) et la European Agricultural Machinery Industry Association (CEMA) vous invite à soumettre votre projet d'ici le **vendredi 9 septembre 2022**.

✉ anne-sophie.mulier@elo.org

🌐 <https://www.europeanlandowners.org/awards/bee-award>

Qui peut postuler ?

Le 'European Bee Award' est ouvert à tous*.

Nous récompensons les agriculteurs, les propriétaires terriens, les instituts de recherche, les universités et les organisations privées et publiques qui développent des **projets remarquables et innovants visant à protéger les abeilles ou d'autres pollinisateurs** et contribuant à préserver la biodiversité.

**Vérifiez les termes et conditions du formulaire de candidature*

3 prix seront attribués :

Pratiques de gestion des sols
(récompense de 4 000€)

Solutions technologiques innovantes
(récompense de 4 000€)



Mention spéciale du jury
(diplôme de reconnaissance)

Implications du Pacte vert européen sur le commerce agroalimentaire avec les pays en voie de développement

L'ELO a récemment publié un rapport sur les dimensions externes du Pacte vert européen, avec un accent particulier sur ses implications sur le commerce agroalimentaire avec les pays en voie de développement. L'étude a été menée par le prof. Alan MATTHEWS du Trinity College, Dublin.

Extrait du résumé exécutif

L'un des objectifs du Pacte vert européen est de construire un système alimentaire plus durable et plus sain. La mise en œuvre des mesures nécessaires pour atteindre cet objectif aura un impact significatif sur la compétitivité des producteurs de l'UE ainsi que sur le commerce international des denrées alimentaires. L'UE a reconnu que cet effort comporte une dimension extérieure importante pour soutenir également la transition mondiale vers des systèmes agroalimentaires durables. La Commission a proposé un large éventail d'initiatives législatives et autres pour mieux prendre en compte les questions de durabilité dans la politique commerciale et pour assurer une plus grande cohérence entre les politiques agricole, commerciale et de l'énergie verte. L'objectif de ce rapport est d'examiner comment les mesures prises pour le mettre en œuvre dans le secteur agroalimentaire

Implications of the European Green Deal for agri-food trade with developing countries



ALAN MATTHEWS
2022

ELO European Landowners' Organization

pourraient avoir un impact sur les pays en voie de développement et notamment les pays en développement à faible revenu. Notre principal objectif est de suggérer des moyens d'éviter tout impact négatif pour ces pays qui pourrait affaiblir ou limiter leur capacité à progresser vers les Objectifs de développement durable de l'ONU d'ici 2030.

L'une des priorités de la présidence française du Conseil des ministres de l'UE au premier semestre 2022, énoncée dans son programme de présidence dans le cadre de ses travaux visant à promouvoir la souve-

raineté et l'autosuffisance alimentaire dans le secteur agricole, était « d'encourager les discussions du Conseil sur les normes environnementales et sanitaires réciproques pour les produits européens et les produits importés de pays tiers » (Gouvernement français, 2022). L'objectif est de soumettre « les produits importés à certaines exigences de production appliquées dans l'Union européenne lorsque cela est nécessaire, afin de renforcer la protection de la santé ou de l'environnement à la plus grande échelle possible, dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce (« clauses miroir ») ». Ces



Exploitant et/ou coordinateur
d'exploitations agricoles

Belgique

support@agriland.be
© +32 (0)10 23 29 00

France

damien.deriberolles@agrilandfrance.fr
© +33 (0)6 50 98 17 13

www.agriland.be

travaux donneraient la priorité à l'introduction de clauses miroirs sectorielles. La présidence a également proposé de lancer les travaux sur le règlement relatif aux importations sans déforestation, ce qui constituerait un pas important vers une meilleure prise en compte des normes de production des produits importés. Ces priorités de la présidence française s'appuient sur des déclarations similaires figurant dans l'examen de la politique commerciale de l'UE publié en février 2021 et sur les déclarations convenues dans le cadre du paquet législatif relatif à la future Politique Agricole Commune en juillet 2021.

Les objectifs de ces politiques sont de préserver la capacité de production de l'UE en veillant à ce que les producteurs de l'UE soient en concurrence avec les importations sur un pied d'égalité, d'éviter que les consommateurs de l'UE ne délocalisent les conséquences environnementales négatives de leur consommation par le biais d'importations existantes ou accrues, et de relever les normes de durabilité mondiales en tirant parti de l'accès au marché de l'UE pour inciter les pays exportateurs à améliorer leurs normes.

Plusieurs mesures de politique commerciale peuvent être utilisées pour poursuivre ces objectifs, notamment des politiques multilatérales, bilatérales et unilatérales. Les clauses miroir sont un exemple de mesure unilatérale et constituent le principal objet du présent rapport. L'utilisation des clauses miroir a été discutée jusqu'à présent principalement à un niveau conceptuel. Ce n'est que pour l'utilisation des antibiotiques dans la production animale qu'une clause miroir spécifique a été adoptée, mais elle n'a pas été appliquée à ce jour. Pour cette raison, la discussion dans ce rapport se situe également à un niveau conceptuel. Une évaluation d'impact plus spécifique nécessiterait une prescription plus détaillée de la manière dont une clause miroir particulière serait spécifiée et appliquée.

Chacune des mesures potentielles de politique commerciale visant à poursuivre des objectifs de durabilité diffère par son efficacité à atteindre ces objectifs, mais aussi par le risque potentiel de conséquences négatives. Ainsi, le choix de l'instrument de politique commerciale le plus approprié dans un contexte spécifique devrait être basé sur une comparaison des rapports bénéfices/risques des différentes mesures. À cette fin, au moins six considérations sont pertinentes en ce qui concerne l'utilisation future des clauses miroir. (...)

La conclusion de cette discussion est que les clauses miroir peuvent être un instrument approprié dans certaines circonstances, mais que leur pertinence doit être décidée au cas par cas en tenant compte de ces six principes. Une interdiction générale des importations susceptibles de ne pas respecter les normes de l'UE dans l'une ou

l'autre dimension n'est ni faisable ni souhaitable. L'UE devrait soigneusement évaluer les avantages et les risques des clauses miroir au cas par cas, sur la base des six principes et après une évaluation d'impact complète. (...)

Pour garantir la cohérence des politiques en faveur du développement, les modifications des normes d'importation, qu'elles soient introduites comme une clause miroir ou non, doivent répondre à quatre critères :

- Une période de transition suffisante pour permettre le développement d'alternatives, en appliquant le principe de traitement spécial et différencié lorsque la santé et la sécurité des consommateurs européens ne sont pas en cause.
- L'engagement de ressources importantes de l'UE pour aider les agriculteurs des pays

en développement vulnérables à adapter leurs pratiques de production lorsque cela est justifié.

- Les principes de transition juste en Europe soulignent que les personnes affectées par le changement doivent être consultées et avoir leur mot à dire dans la gestion de ce changement. Ce principe devrait également s'appliquer à la dimension externe du Pacte vert.

- Le processus décisionnel de l'UE doit inclure des mécanismes où les intérêts et les besoins de ces pays sont explicitement pris en compte. Cela devrait inclure une évaluation d'impact complète à laquelle ces pays devraient avoir la possibilité de contribuer.

L'étude peut être consultée sur le site web d'ELO.

L'Organisation des propriétaires fonciers européens (ELO) approuve la publication du rapport de la Commission européenne du 3 juin sur «L'application des normes sanitaires et environnementales de l'UE aux produits agricoles et agroalimentaires importés». Il s'agissait d'une analyse très attendue et nous sommes ravis de voir des conclusions équilibrées et réalistes.

L'ELO ESTIME QUE :

Dans l'ensemble, le «Pacte vert» de l'UE est une occasion de faire pression pour le développement d'une agriculture durable en Europe et dans le monde. ELO salue les efforts de la Commission pour mettre en avant les considérations environnementales lors des discussions sur les accords commerciaux et la coopération bilatérale. Cependant, l'application des normes sanitaires et environnementales plus ambitieuses de l'UE aux produits agricoles et agroalimentaires importés est plus complexe et doit donc tenir compte de la faisabilité technique et économique des mécanismes de contrôle.

Il reste intéressant de minimiser les écarts d'ambition environnementale entre les partenaires commerciaux en exigeant des normes similaires pour des produits comparables. Ces efforts permettent de rehausser l'ambition mondiale et de prévenir les fuites du marché. Il existe plusieurs moyens de garantir la prise en compte de la durabilité au niveau commercial : normes de durabilité obligatoires (qui tiennent également compte des problèmes locaux et peuvent nécessiter des approches différentes), accords environnementaux multilatéraux, clauses de durabilité dans les accords commerciaux et exigences en matière d'étiquetage. En outre, les instruments de marché tels que le CBAM (mécanisme européen d'ajustement des émissions de carbone aux frontières) semblent appropriés pour compenser certains des impacts négatifs globaux.

ELO convient que les exigences relatives aux processus et méthodes de production (PPM) des produits importés doivent faire l'objet d'une évaluation au cas par cas de leur compatibilité avec l'OMC. Lorsqu'elles sont compatibles et réalisables, les efforts doivent être équilibrés à travers les différents maillons de la chaîne alimentaire. La stratégie «De la ferme à la table» est plutôt incomplète, car elle ne tient pas compte des implications sur les flux commerciaux, c'est-à-dire sur la position de l'UE en tant que principal bloc commercial pour les produits agroalimentaires. La grande diversité des conditions environnementales et des pratiques agricoles dans le monde rend difficile la mise en place de mesures identiques au niveau international. Il convient également de prendre en considération que les nouvelles normes doivent être durables dans le contexte d'une population et donc d'une demande croissantes.

Son succès dépendra d'une coopération étroite avec les pays tiers et du soutien apporté aux partenaires commerciaux en leur permettant d'accéder à la technologie européenne. S'il est nécessaire que l'UE exporte des connaissances, nous devons également nous mettre en position d'apprendre.



De gauche à droite et de haut en bas : Karin BEUKEL, Santiago SANTOS VALLE, Sven NEUFKENS, Marie-Christine SCHÖNBORN et Alfonso BALDUINO CHICO DE GUZMAN.

Focus innovation La voix des start-ups



Lors de la conférence annuelle du Forum pour le Futur de l'Agriculture 2022, le 14 mars, une sélection de quatre start-up a présenté à notre public en ligne son approche du défi du gaspillage alimentaire. La modératrice du jour, Marie-Christine SCHÖNBORN (Young Friends of the Countryside) a animé la table ronde entourée de Santiago SANTOS VALLE (Lúpulo Cantaléon), Sven NEUFKENS (fruitboxatwork), Karin BEUKEL (Agrain), et Alfonso BALDUINO CHICO DE GUZMAN (La Junquera Regenerative Farm and Entrepreneurship HUB).

Elodie CHAMPSEIX, ELO

10

On estime qu'un tiers de la nourriture produite dans le monde est gaspillée (1,3 milliard de tonnes selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Si le gaspillage alimentaire était un pays, il serait le troisième plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde, derrière la Chine et les États-Unis. Ce problème ne fait pas qu'exacerber la crise climatique en contribuant aux pénuries de nourriture et d'eau, mais il accroît également la pression sur l'utilisation des terres, la perte de biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre. En proposant des solutions pour faire se rencontrer l'offre et la demande et en remettant en cause l'approche «descendante» de la répartition de la valeur économique, ces start-up contribuent non seulement à limiter l'impact environnemental, mais fournissent également des revenus supplémentaires aux agriculteurs grâce à la réévaluation de l'efficacité de notre chaîne d'approvisionnement alimentaire.

L'angle de la conversation s'est concentré sur la présentation de chaque business model des start-ups, suivi d'une question adressée à tous concernant leurs actions en direction du gaspillage alimentaire et

de l'optimisation de la distribution, leurs besoins/attentes envers les politiques agroalimentaires pour soutenir leurs actions et permettre une adaptation juste et durable de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et agricole.

Toutes les start-ups présentes ont convenu et conclu que les actions ayant le plus d'impact sur la réduction du gaspillage alimentaire seraient un **soutien financier en faveur de la circularité et de la gestion des déchets, ainsi qu'une meilleure communication/éducation** sur le sujet. Parmi les solutions pratiques mentionnées pour atteindre ces objectifs, voici des exemples fournis par nos panélistes.

Du côté de la ferme :

- Améliorer la circularité au sein de l'exploitation en utilisant les déchets organiques ou les sous-produits en interne pour l'alimentation animale ou l'énergie.

Du côté de l'industrie :

- S'attaquer aux problèmes de déchets alimentaires industriels directement à partir des processus internes.

- Renforcer les liens entre ceux qui peuvent résoudre les problèmes de gaspillage alimentaire et ceux qui ont des idées sur la façon de procéder, favoriser l'échange de connaissances et une collaboration étroite.

- Sensibiliser les consommateurs, peut-être en reconnaissant les produits et processus circulaires par le biais d'un label. L'éducation dans les écoles pourrait jouer un rôle dans la formation de l'image de l'agriculture auprès des jeunes et rendre le secteur plus attractif pour eux, en apportant plus d'idées et d'innovation.

Du côté politique :

- Fournir plus d'informations à disposition des acteurs du débat politique et de la prise de décision concernant les chaînes alimentaires circulaires.
- Instaurer une réglementation contre le gaspillage alimentaire, en le liant aux émissions de CO2 pour en évaluer le coût. Une idée serait de traiter les déchets alimentaires comme une ressource en soi, avec une traçabilité.
- Les start-ups de modèles circulaires

dans l'agriculture devraient avoir accès à des types de prêts différents des autres start-ups, grâce à leur approche d'amélioration holistique. Actuellement, l'agriculture représente un investissement à long terme qui devrait être compensé par des prêts plus longs au fil du temps pour couvrir les risques.

- Les subventions accordées aux agriculteurs pourraient également constituer une incitation forte à s'engager dans la bonne direction.

L'initiative espagnole **La Junquera Regenerative Farm and Entrepreneurship HUB** a été la première à se présenter, en présentant le passage des monocultures aux pratiques agricoles biologiques et régénératrices dans la région aride. Grâce à leurs efforts, ils ont réussi à diversifier leur culture tout en se concentrant sur la circularité de la ferme en utilisant des composts animaux et végétaux et en augmentant leurs partenariats locaux.

La deuxième start-up **fruitboxatwork** est une production écologique de fraises mise en place en Belgique depuis 2017, utilisant pas moins de 5000 mètres carrés de terrain pour une production de 50 mille kilos de fraises chaque année. Elle n'utilise fièrement que l'eau de pluie et l'énergie solaire, aucun pesticide, aucun plastique dans leurs emballages et s'engage dans un lien direct avec les consommateurs par le biais de distributeurs automatiques autour des villages voisins dans un rayon de 15 km de la ferme. Ils s'efforcent également de limiter les déchets organiques sur leur exploitation en nourrissant leurs poules avec les restes de fraises.

Vient ensuite **Agrain**, une entreprise innovante qui recycle les drêches de brasserie issues de la production de bière et de whisky pour les transformer en aliments. L'entreprise vise à relever quatre grands défis : le gaspillage alimentaire, la faim dans le monde, l'obésité et la surproduction, en réutilisant des ingrédients qui n'auraient pas été destinés à la consommation humaine. Rien qu'au Danemark, 3 tonnes de céréales par jour sont ainsi recyclées et transformées en farine. Ils considèrent ces sous-produits comme des ressources élémentaires dont l'utilisation peut être bénéfique à la fois pour l'environnement et la santé, en réduisant l'impact de la production alimentaire en termes de CO2 et en remédiant au déficit calorique à venir. Selon Karin Beukel, il existe un réel potentiel dans l'utilisation des flux secondaires industriels pour créer une innovation plus circulaire. L'entreprise prévoit également de compenser sa production mondiale et recherche actuellement des partenaires dans le monde entier pour étendre son impact positif.

Enfin, le producteur espagnol de houblon

Lúpulo Cantaléon a abordé ses contraintes concernant les déchets végétaux dans l'agriculture biologique. Actuellement, l'énorme quantité de sous-produits végétaux régénérés par la récolte biologique de houblon ne peut être compostée en raison du risque de développement de champignons, ce qui ne laisse d'autre choix que de les brûler. Ils se tournent activement vers les institutions pour trouver une solution à long terme, afin de remédier à cette occasion manquée pour les déchets de matières organiques. Dans leur exploitation, ils ont déjà mis en œuvre des solutions plus responsables par l'innovation, comme le remplacement des cordes en plastique par des cordes compostables.

Pour visionner l'enregistrement de la table ronde, visitez le site web du Forum <https://www.forumforagriculture.com/2022-videos/>

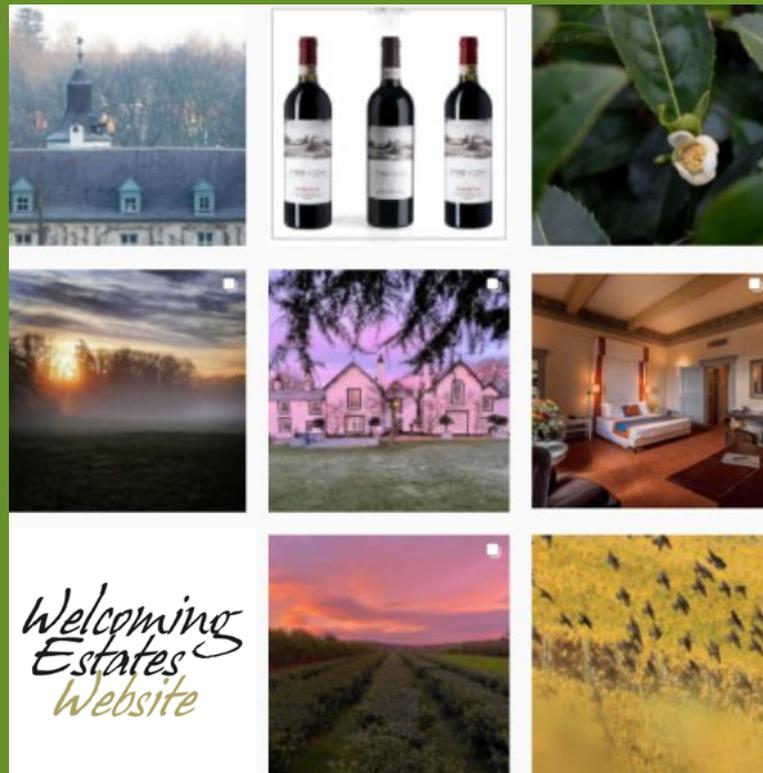
En savoir plus sur :

Lúpulo Cantaléon
<http://www.cantaleon.com/>

fruitboxatwork
<https://www.fruitboxatwork.com/>

Agrain
www.agrainproducts.com | www.circular-foodtech.com

Ferme régénératrice et centre d'entrepreneuriat La Junquera
<https://www.lajunquera.com/>



**Spring is in the air at the Welcoming Estates!
Discover one near you or make it your holiday destination!**

**Follow us on Instagram and Facebook
for the latest developments.**

More information on :
www.welcomingestateswebsite.com

Life, réseau européen pour la préservation des terres privées

ENPLC a l'intention de construire une communauté de professionnels européens de la préservation des terres qui travaillent ensemble pour tester et étendre les outils les plus prometteurs pour la préservation des terres privées, plaider pour de meilleures incitations financières, engager les citoyens et sensibiliser le public.

ENPLC est un réseau européen, une union entre les propriétaires terriens et les défenseurs de l'environnement.



@ Les membres de LIFE ENPLC célébrant le 30e anniversaire du programme LIFE de l'UE, le 21 mai 2022, en Espagne.

Rencontrez nos ambassadeurs, ils sont des super-héros de la conservation des terres privées !

Chez ENPLC, nous pensons que l'action individuelle peut avoir un effet domino. Des personnes inspirées essaient de préserver les terres pour les générations futures. Ils travaillent dur pour résister aux défis du changement climatique et ramener la biodiversité perdue. Elles méritent davantage de reconnaissance !

Dans leur travail de conservation, ils recherchent des solutions telles que le compostage, la rotation des cultures, la permaculture, les corridors biologiques, la plantation d'espèces indigènes, la création de zones protégées et bien plus encore.

Laissez-vous inspirer par nos ambassadeurs et lisez leurs histoires sur **le site d'ENPLC**.

Nous sommes honorés de les avoir à bord et nous partagerons d'autres histoires très bientôt. Restez à l'écoute.

-  www.enplc.eu
-  [@LIFE_ENPLC](https://twitter.com/LIFE_ENPLC)
-  [@lifeenplc](https://www.instagram.com/lifeenplc)
-  [@life-enplc T](https://www.linkedin.com/company/life-enplc)

MBASSADEUR #1

Béla JANKOVICH DE JESZENICE dirige les opérations du domaine familial "Jankovich Birtok" en Hongrie. Il s'engage fortement sur les questions liées à l'agriculture, à l'environnement et à l'innovation technique et sociale.



MBASSADEUR #2

Daniel CISMAS dirige, depuis 2009, la ferme biologique Topa, une affaire de famille, en Roumanie. Les 40 hectares sont un équilibre soigné entre prairies, jardins et terres arables.



Ce projet a été financé par le programme LIFE de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention. LIFE19 PRE/NL/000003



Le Prix Famigro 2022

Marie-Christine SCHÖNBORN, YFCS



María del Pilar, Franziska, Vollrad, Karl-Ludwig VON POSCHINGER

L'un des objectifs les plus importants des *Young Friends of the Countryside* (YFCS) est de promouvoir le rôle des jeunes dans la préservation de l'avenir des campagnes européennes. Karl GROTFELT a très généreusement offert de soutenir les YFCS dans cette mission, via le prix Famigro. Ce prix est décerné chaque année à un jeune entrepreneur rural européen, qui a apporté une contribution particulière à l'économie et à l'environnement ruraux. Famigro elle-même est une entreprise privée appartenant à la famille GROTFELT et a été fondée par Karl GROTFELT en 1985, donnant ainsi un merveilleux exemple aux jeunes entrepreneurs.

Afin d'élire le meilleur gagnant, des critères stricts s'appliquent, tels un business plan montrant le développement réussi d'une ou plusieurs activités visant à générer des fonds financiers assurant la continuité de l'entreprise privée. En outre, il s'agit de développer des solutions innovantes pour la création et la protection du développement économique local et de favoriser les opportunités commerciales. Enfin, et surtout, le projet doit être reproductible, évolutif, avoir une vision à long terme, servir d'exemple à d'autres communautés (rurales) et être adaptable à différents contextes ruraux.

Cette année, le prix est décerné à Karl-Ludwig VON POSCHINGER et à son projet Gut Waltersteig. Gut Waltersteig est une entreprise familiale d'agriculture et de sylviculture, qui fait partie de la même famille depuis 4 générations et qui est si-

tuée dans les contreforts des Alpes de Haute-Bavière, près de Munich. Avec le changement de génération, Karl-Ludwig VON POSCHINGER a étendu et développé de nouvelles sources de revenus pour le domaine en visant à faire venir des entreprises et des particuliers de la région de Munich à Gut Waltersteig, en aidant les employés/particuliers à se déconnecter et à ralentir le train de vie au quotidien. En 2016, il a présenté Gut Waltersteig comme étant également un lieu d'événements. L'ancienne écurie et l'ancienne aire de battage sont désormais utilisées pour des fêtes d'entreprise, des mariages, des cours de cuisine, des événements de 'team building' et des réunions. Dans l'ancienne maison du gardien, des invités peuvent désor-

mais être hébergés. En outre, une galerie de tournage vidéo amène les chasseurs à Gut Waltersteig. L'événement «coupez votre propre arbre de Noël» est devenu un moment très populaire auprès des familles. Les nouvelles sources de revenus sont toutes basées sur les principes de durabilité, de régionalité et de mise en réseau des différents domaines, ce qui renforce l'économie locale. Le jury félicite Gut Waltersteig pour toutes ses réalisations très impressionnantes et se réjouit de ses prochains développements !

Cette année, il a été décidé que le projet Gårdsfisk de Johan LJUNGQUIST recevrait un diplôme de reconnaissance pour son idée innovante exceptionnelle de pisciculture. Gårdsfisk est capable de montrer que plusieurs fermes peuvent produire une grande quantité de produits, tout en pratiquant une agriculture durable. Leur projet offre une nouvelle façon brillante pour les agriculteurs terrestres de passer à une activité plus durable grâce à un nouveau modèle économique. En outre, Gårdsfisk a introduit un système circulaire, en utilisant par exemple les surplus de nutriments issus de la pêche dans l'agriculture.

Le jury du prix Famigro tient à féliciter Karl-Ludwig VON POSCHINGER et Johan LJUNGQUIST pour leurs projets remarquables et leur souhaite bonne chance dans leurs entreprises ! Les 'Young Friends of the Countryside' sont extrêmement reconnaissants à Karl GROTFELT, qui a très généreusement créé ce prix, nous permettant ainsi de soutenir de jeunes entrepreneurs qui se sont consacrés au soutien de l'économie rurale.





EUWAY réunion de lancement

Daniel MONTELEONE, ELO

Le projet EUWAY a été lancé dans un format hybride à l'Université technique du Shannon (TUS) à Thurles, en Irlande, les 21 et 22 avril. En raison du COVID, la réunion s'est tenue dans un format hybride. Le projet a pour but de suivre une approche ascendante en examinant les meilleures pratiques de gestion durable de l'eau dans l'agriculture et en rendant ces connaissances accessibles et transposables à travers l'Europe. Il est particulièrement intéressant de noter qu'ELO coordonne le projet en plus de ses responsabilités habituelles de communication et de diffusion.

La conférence s'est déroulée à un rythme rapide, où les informations et les perspectives ont été réparties sur 2 jours. Tout d'abord, chaque partenaire a présenté son organisation, même si beaucoup d'entre eux ont déjà collaboré sur des projets de développement rural et tous ont travaillé avec ELO au cours des années précédentes sur diverses questions. Après une vue d'ensemble du projet, l'équipe a discuté de chacun des Work Packages (sessions de travail) afin de s'assurer que la vision et les tâches attendues étaient alignées. Plus tard dans la journée, les partenaires du projet ont visité les zones humides de Cabragh et le Rock of Cashel, deux monuments importants dans cette partie de l'île d'Emeraude.

Le deuxième jour a été presque entièrement consacré à un atelier sur la 1ère session de travail, dirigé par TUS. Au cours de ces sessions, un guide national sera élaboré pour chaque pays partenaire, qui servira d'épine dorsale à un guide européen, jouant un rôle important en fournissant l'état de l'art de la gestion durable de l'eau à travers l'Europe.

Si vous souhaitez en savoir plus ou vous impliquer dans le projet, suivez-nous sur Facebook ou Twitter ou contactez le coordinateur de projet Daniel MONTELEONE à Daniel.monteleone@elo.org.

 @EuwayProject

 EUWAY



Projet « Microservices »

Daniel MONTELEONE, ELO



Un an après le début du projet Microservices de 36 mois de BiodivERsA, le projet se déroule à merveille. L'objectif de ce projet est de prédire les impacts du changement climatique sur le microbiome des cultures et les effets en cascade sur la fourniture de services écosystémiques dans les agroécosystèmes.

Microservices a tenu sa dernière réunion virtuellement le 3 juin, afin de permettre aux partenaires de toute l'Europe de se réunir. Chaque aspect clé du projet a été discuté. ELO est co-responsable des Work Package 1 et 6, et notamment responsable de la communication et de la diffusion du projet. ELO a contacté les parties prenantes, en particulier les agriculteurs et les propriétaires terriens, à travers l'Europe, afin d'obtenir leur point de vue et leur aide sur le projet.

Microservices est un projet extrêmement important pour ELO et les propriétaires terriens européens car il reconnaît que l'accélération du changement climatique menace directement la production alimentaire dans le contexte d'une population croissante. L'objectif principal de MICROSERVICES est d'améliorer la capacité de prévision des effets en cascade du changement climatique sur la diversité microbienne associée aux cultures, les interactions culture-microbiome et les services écosystémiques agricoles fournis par le microbiome, contribuant ainsi à une agriculture durable, ayant un impact sur les programmes de conservation et de politique, et sensibilisant le public à l'importance de la biodiversité des sols pour la planète en utilisant l'observation de la Terre basée sur des modèles climatiques régionaux.

Pour en savoir plus sur le projet, visitez-nous sur les médias sociaux ou contactez-nous ici à ELO. Nous sommes impatients de partager ce projet dans les années à venir !

 @microservices21



3^{ème} réunion transnationale

Daniel MONTELEONE, ELO

Le projet HERIT a tenu sa troisième réunion transnationale au CITIC (Centro de Investigación en TIC) à A Coruna, Espagne, les 24 et 25 mai. Ce projet, mené par ELO, vise à fournir la formation nécessaire aux propriétaires privés et à leurs employés afin qu'ils puissent surmonter les impacts négatifs de la crise du COVID-19 en développant et en gérant de manière professionnelle les activités numériques liées à la communication de leur patrimoine culturel. À long terme, ce projet vise à favoriser le développement, la commercialisation et la promotion du tourisme lié au patrimoine culturel. Alors que le projet arrive à mi-parcours, il continue de croître en intérêt et en contenu.

La réunion a débuté par une introduction de Manuel GONZÁLEZ PENEDO, directeur du CITIC, qui a souhaité la bienvenue à tous les partenaires du projet. Daniel MONTELEONE a ensuite présenté plus en détail le projet et a donné un aperçu des tâches, en s'assurant que tous les partenaires présents étaient alignés dans leur vision et comprenaient les attentes de leurs tâches. Différents résultats intellectuels ont été discutés, notamment la conclusion des études de cas, qui constituent un squelette important dans le cours de formation du projet, le développement du curriculum et la création du MOOC (Massive Open Online Course). Cependant, la majorité de la réunion a été consacrée à un atelier animé par l'Université Paul-Valéry Montpellier, à savoir l'élaboration des modules de formation, afin d'allier à la fois créativité et cohérence entre eux.

Alors que nous passons à la seconde moitié du projet, nous recherchons des propriétaires de maisons patrimoniales pour leur faire découvrir les modules de formation que nous avons élaborés à leur intention. Si vous souhaitez prendre part à cette merveilleuse expérience, veuillez contacter le coordinateur du projet à l'adresse suivante : Daniel.montealeone@elo.org ou sur nos réseaux sociaux (nous sommes même sur Instagram !)

 @ErasmusHerit

 Herit

 herit.eu

 herit-erasmus.eu



Le projet REFLOW (Phosphorus REcovery for Fertilisers from dairy processing Waste) est un réseau européen de formation (ETN) interdisciplinaire et intersectoriel dans le cadre du programme Horizon 2020, sous les actions de Marie SKŁODOWSKA-CURIE. En mettant l'accent sur l'industrie laitière, plus précisément sur ses déchets, le projet REFLOW a 3 objectifs principaux : (i) développer et démontrer des processus de récupération et de réutilisation des produits phosphorés à partir des déchets de transformation des produits laitiers (ii) établir les valeurs et les taux d'application optimaux de ces produits fertilisants, et (iii) relever les défis de durabilité majeurs dans le secteur de l'environnement, de l'économie, de la société et de la sécurité alimentaire.

En plus des représentants de l'industrie, des conseillers académiques et d'ELO, le projet compte 13 chercheurs en début de carrière placés chez des partenaires clés à travers l'Europe. Deux de ces chercheurs, Sergio GARMENDIA LEMUS et Marta BEHJAT, sont impliqués dans ELO, Sergio étant un employé et Marta ayant effectué son détachement au siège à Bruxelles en mai 2022.

Le projet REFLOW a été invité à participer à plusieurs conférences et à les organiser, mais en juin, il fera une présentation lors de deux conférences consécutives très importantes : la quatrième conférence européenne sur le phosphore durable (axée sur l'industrie et la politique) et la cinquième réunion de recherche sur le phosphore en Europe (axée sur la recherche), toutes deux à Vienne, en Autriche. Là, le projet pourra partager ses réalisations avec d'innombrables parties prenantes de l'industrie du phosphore et au-delà (entreprises, entrepreneurs, représentants du gouvernement, etc.) pour discuter des actions de durabilité du phosphore et des nutriments, ainsi que des politiques durables à long terme.

Nous sommes impatients de partager avec vous les résultats des recherches dès qu'ils seront disponibles, en particulier les résultats des jeunes chercheurs qui ont travaillé sans relâche sur ce projet ici à ELO. Si vous souhaitez en savoir plus sur la recherche, veuillez nous contacter.

 @ETNReflow

 @etnreflow

 @etnreflow

 @reflow-etn

 @REFLOW Project

Agenda

13-14 septembre, Suède

Assemblée générale du « Wildlife Estates »
www.wildlife-estates.eu

26-29 septembre

Semaine européenne de l'énergie durable (EUSEW)
www.eusew.eu

28-29 septembre

13e Conférence de l'OCDE sur le développement rural : Construire des zones rurales durables, résilientes et prospères
<https://oecd-events.org/13th-rural-conference>

28-29 septembre, en ligne

Journées européennes de la recherche et de l'innovation
<https://ec.europa.eu/research-and-innovation/en>

29 septembre, dans le monde entier

Journée internationale de sensibilisation à la pollution et aux déchets
www.fao.org

29-30 septembre, Espagne

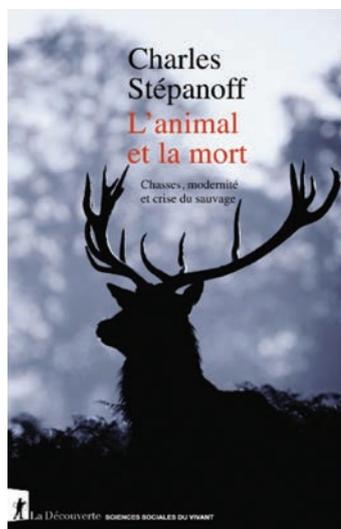
2ème Sommet Agri Biodiversité à Malaga
www.elo.org

L'animal et la mort

Chasses, modernité et crise du sauvage

CHARLES STÉPANOFF

EDITEUR: LA DÉCOUVERTE, 2021.



La modernité a divisé les animaux entre ceux qui sont dignes d'être protégés et aimés et ceux qui servent de matière première à l'industrie. Comment comprendre cette étrange partition entre amour protecteur et exploitation intensive ? Parce qu'elle précède cette alternative et continue de la troubler, la chasse offre un point d'observation exceptionnel pour interroger nos rapports contradictoires au vivant en pleine crise écologique.

À partir d'une enquête immersive menée deux années durant, non loin de Paris, aux confins du Perche, de la Beauce et des Yvelines, Charles STÉPANOFF documente l'érosion accélérée de la biodiversité rurale, l'éthique de ceux qui tuent pour se nourrir, les îlots de résistance aux politiques de modernisation, ainsi que les combats récents opposant militants animalistes

et adeptes de la chasse à courre. Explorant les cosmologies populaires anciennes et les rituels néo-sauvages honorant le gibier, l'anthropologue fait apparaître la figure du « prédateur empathique » et les rapports paradoxaux entre chasse, protection et compassion. Dans une approche comparative de grande ampleur, il convoque préhistoire, histoire, philosophie et ethnologie des peuples chasseurs et dévoile les origines sauvages de la souveraineté politique.

Au fil d'une riche traversée, cet ouvrage éclaire d'un jour nouveau les fondements anthropologiques et écologiques de la violence exercée sur le vivant. Et, en questionnant la hiérarchie morale singulière qu'elle engendre aujourd'hui, il donne à notre regard sensible une autre profondeur de champ.

Prix de l'essai France culture - Arte 2021

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

ELO
European Landowners' Organization

CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Design & proof readers
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
José M^a Gomez-Acebo Rosas

Back office:
Adriana Escudero

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org